



4 novembre 2021

(21-8369)

Page: 1/2

Comité de l'évaluation en douane

Original: espagnol

**NOTIFICATIONS AU TITRE DE LA DÉCISION A.3 CONCERNANT
L'INTERPRÉTATION DE L'ACCORD SUR LA MISE EN ŒUVRE
DE L'ARTICLE VII DE L'ACCORD GÉNÉRAL SUR LES
TARIFS DOUANIERS ET LE COMMERCE DE 1994**

**NOTIFICATION CONCERNANT LE TRAITEMENT DES
MONTANTS DES INTÉRÊTS**

EL SALVADOR

La communication ci-après, datée du 1^{er} novembre 2021, est distribuée à la demande de la délégation d'El Salvador.

Conformément aux procédures établies par le Comité de l'évaluation en douane dans la section A.3 du document G/VAL/5, El Salvador notifie ce qui concerne le traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées

Conformément à la Décision du Comité de l'évaluation en douane relative au traitement des montants des intérêts lors de la détermination de la valeur en douane des marchandises importées (G/VAL/6/Rev.1), adoptée par le Comité du Tokyo Round le 26 avril 1984 (G/VAL/M/9, paragraphe 38) et rectifiée (versions française et espagnole seulement) par le Comité le 24 septembre 1984 (VAL/M/10, paragraphe 17), et en application de la Décision relative à la notification et à la distribution, adoptée par le Comité de l'évaluation en douane le 12 mai 1995 (G/VAL/5), le gouvernement d'El Salvador souhaite notifier que la décision susmentionnée est appliquée depuis 2004, l'article 7 du Règlement centraméricain sur l'évaluation en douane des marchandises ayant été incorporé.

À l'heure actuelle, la décision susmentionnée figure à l'article 190 du Règlement du Code douanier uniforme centraméricain, qui dispose ce qui suit:

"Article 190: Intérêts courus.

Les montants des intérêts au titre d'un accord de financement conclu par l'acheteur et relatif à l'achat des marchandises importées ne sont pas considérés comme faisant partie de la valeur en douane pour autant que:

- a) que les montants des intérêts sont distincts du prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises;
- b) l'accord de financement considéré a été établi par écrit; et
- c) que l'acheteur peut démontrer si demande lui en est faite:
 - i. que de telles marchandises sont effectivement vendues au prix déclaré comme prix effectivement payé ou à payer; et

- ii. que le taux d'intérêt revendiqué n'excède pas le niveau pratiqué dans le pays pour de telles transactions au moment où le financement a été assuré.

Cette décision s'applique, que le financement soit assuré par le vendeur, par une banque ou par une autre personne physique ou morale. Elle s'appliquera également, le cas échéant, si les marchandises sont évaluées par application d'une méthode autre que la valeur transactionnelle."
